

# LE DÉMOCRATE CHRÉTIEN

JAB  
CH-1205 Genève  
PP | Journal



## LES MULTIPLES VISAGES DE L'ÉCONOMIE

06 | L'économie dans le cadre  
de la politique sociale

10 | Un Etat solide pour  
une économie forte

12 | Budget 2017 : entretien  
avec Serge Dal Busco

le déménagement en douceur



**BALESTRAFIC**

Certifié **Charte** Qualité  
**AGED**  
**2011**

17-19 rue Baylon - 1227 Carouge - Tél. 022 308 88 00 - [www.balestrafic.ch](http://www.balestrafic.ch)

## AGENDA NOVEMBRE – DÉCEMBRE

**27 Novembre**

Votations cantonales et fédérales.

**1<sup>er</sup> Décembre, dès 18h**

« Soirée patinage + raclette » organisée par le PDC Bernex.

Patinoire – zone sportive du Signal à Bernex.

La soirée est ouverte à toutes et tous.

Raclette offerte par l'association.

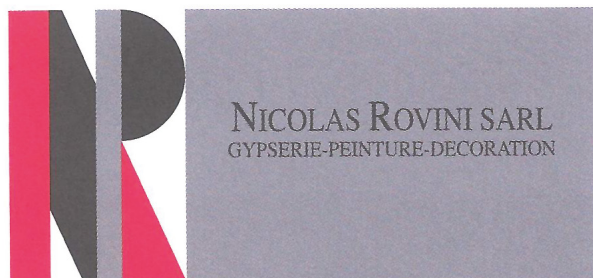
**13 Décembre, 19h30**

Assemblée des Délégués

Maison des associations

Rue des Savoises 15

1205 Genève



19 rue de la Maison-Forte - 1287 Laconnex Genève  
Tél.: 022 756 11 07 - Fax : 022 756 14 54  
Mobile : 079 423 32,54 - [rovini@bluewin.ch](mailto:rovini@bluewin.ch)

**LOCATELLI MAX SA**  
**ÉLECTRICITÉ - CÂBLAGE INFORMATIQUE**

**SWISSCOM** Partenaire

Rue de Genève 3 - 1225 CHÊNE-BOURG - Tél. 022 348 33 55

## DES ASSURANCES MALADIES...

On prend les mêmes et on recommence. Cela devient répétitif. Un grand sentiment de lassitude. Que peut-on faire contre cette augmentation perpétuelle des primes. Nous avons tout proposé et à chaque fois c'est nient. Les Chambres fédérales verrouillent le débat. Alors on tourne en rond et on tire à la courte paille les responsables de cette augmentation. Une fois c'est les pharmaciens, puis les médecins, puis les hôpitaux, puis l'industrie pharmaceutique, et finalement c'est de votre faute à vous les malades toujours fourrés chez votre médecin, ne sachant pas quoi faire de votre journée. Tiens, vous remarquerez que ce n'est jamais la faute aux caisses maladies. Elles font tout justes. Elles mériteraient un prix Nobel d'économie. Mais incidemment, on apprend, mais ce n'est que pure calomnie, qu'elles ont perdu plus de 600 millions en bourse. Mais diable, avez-vous demandé que votre argent soit placé en bourse ? Moi pas, je demande juste que l'on me rembourse mes factures. Alors, je vais à nouveau me fâcher tout rouge, comme chaque année et demander à Berne d'intervenir. J'ai déposé, avec mes collègues députés, 2 résolutions aux Chambres fédérales, une pour limiter les réserves au minimum légal, pas un sou de plus, et l'autre pour permettre à la Cour des comptes, à la demande du canton, de pouvoir réviser les comptes des assurés genevois. Probablement cela ne servira à rien. Mais un jour...

En attendant, l'offre explose dans le canton de Genève, elle devient même anarchique avec la bénédiction de Monsieur Poggia.

Alors, j'ai également proposé à l'Association des Médecins de Genève de prendre les devants et de demander à ses membres de diminuer les coûts. On montre l'exemple (diminution, sur 12 mois, de 10 % des examens complémentaires et garde en cabinet jusqu'à 23 heures du lundi au vendredi et ouverture le WE durant la journée).

**Le PDC Genève est le parti qui s'est le plus engagé dans la défense des assurés genevois.** N'oubliez que c'est grâce à notre action que vous avez notamment pu toucher un petit peu d'argent sur les primes perçues en trop.

L'augmentation des primes d'assurance maladie grève aussi fortement les finances de l'Etat. Ainsi, le montant consacré par l'Etat au subside (pour réduire les primes de certains assurés) est plus élevé que celui destiné à l'aide sociale.

Cette situation est préoccupante car, dans le même temps, l'économie de notre canton, particulièrement le secteur bancaire et le commerce de détail, traverse une phase difficile. Le rapport sur la pauvreté, transmis au Grand Conseil par le Conseil d'Etat, relève d'ailleurs une évolution inquiétante de la pauvreté à Genève.

L'économie, l'emploi et la politique sociale étant fortement liés, ce numéro abordera donc le thème de l'économie sous un angle assez large en faisant, notamment référence au social, au rôle des PME et au projet de budget 2017.

*Bertrand Buchs  
Président*

# SOMMAIRE

- 5 **L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE**  
Partage la banque alimentaire genevoise
- 6 **L'ÉCONOMIE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE SOCIALE**
- 8 **LES PME À GENÈVE**
- 10 **UN ETAT SOLIDE POUR UNE ÉCONOMIE FORTE**
- 12 **BUDGET 2017**  
Cinq questions à Serge Dal Busco
- 14 **LE PDC VERSION GROUPEMENT FÉMININ**

**Editeur Responsable**

Basile Dacorogna, secrétaire général  
du Parti Démocrate-Chrétien

**Rédacteur en chef**

Basile Dacorogna

**Graphisme, maquette et réalisation**

Loris Grillet, loriskumo.com

**Impression**

Molésou Impressions - 1400ex.

**Contact**

Le Démocrate Chrétien

Rue Alcide-Jentzer 9

1205 Genève

T. 022 328 20 11

F. 022 328 88 66

info@pdc-ge.ch

pdc-ge.ch

facebook.com/genevepdc

# L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE, PARTAGE LA BANQUE ALIMENTAIRE GENEVOISE

Photo : Rebecca Bowring

**La fondation Partage est la principale banque alimentaire genevoise. Elle est donc particulièrement bien placée pour constater l'augmentation de la précarité dans notre canton. Nous avons donc décidé de donner la parole à cette fondation pour qu'elle puisse se présenter et expliquer son rôle économique et social important à Genève.**

Partage est une banque alimentaire genevoise qui récolte les denrées alimentaires et les produits d'hygiène invendus grâce aux partenaires alimentaires et entreprises en les distribuant à un réseau d'associations caritatives et de services sociaux.

Partage agit sur les trois principaux pôles du développement durable : écologique en luttant contre le gaspillage alimentaire, social à travers la mission d'aide aux personnes en situation précaire et économique en accueillant des personnes en insertion professionnelle.

L'activité de banque alimentaire est possible en grande partie grâce aux 35 personnes en insertion professionnelle au bénéfice d'un emploi de solidarité (EdS) qui œuvrent quotidiennement pour récupérer les invendus des fournisseurs et les redistribuer aux associations caritatives du canton. Ces personnes ont un parcours similaire : elles ont activement travaillé durant plusieurs années et se retrouvent du jour au lendemain au chômage. La conjoncture peu favorable exclut du marché de l'emploi de plus en plus les personnes peu qualifiées, atteintes dans leur santé ou âgées de plus de 50 ans. C'est une mission essentielle pour Partage de s'engager en faveur des personnes exclues du marché du travail en leur offrant un suivi individualisé d'accompagnement et de formation afin de favoriser leur retour sur le marché ordinaire de l'emploi.

A travers 53 associations et services sociaux bénéficiaires de la marchandise distribuée par Partage, ce sont plus de 7000 personnes en situation de précarité chaque semaine à Genève qui bénéficient d'une aide alimentaire de première nécessité.

Les collectes menées auprès des commerces genevois durant le Samedi du partage représentent une source d'approvisionnement importante pour Partage et un tiers de la marchandise distribuée annuellement. La prochaine action aura lieu le samedi 26 novembre 2016 avec la participation de 900 bénévoles et 75 magasins. Les organisateurs espèrent atteindre les 300 tonnes cette année ! (276 tonnes en 2015).

*Anne-Lise Thomas*  
Responsable communication Partage  
[partage.ch](http://partage.ch)  
[samedidupartage.ch](http://samedidupartage.ch)



## L'IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE SOCIALE

«Le bonheur reste lié aux ressources matérielles» telle est une des conclusions du Rapport social 2016, étude se penchant sur le bien-être des Suisses, publiée au début du mois d'octobre. Un des auteurs de l'étude, le Professeur Dominique Joye, Professeur de sociologie à l'Université de Lausanne, relève que l'adage dit que l'argent ne fait pas le bonheur mais que son étude prouve qu'il y contribue en partie. Sans les soucis du quotidien liés aux problèmes financiers, poursuit-il, il est d'autant plus facile de se sentir bien, d'intervenir, d'interagir et de se sentir maître de son destin. A l'inverse, plus vous êtes fragilisés dans votre travail, moins vous pourrez vous investir dans la vie de citoyen. Cette étude montre aussi qu'il existe des éléments propres à un moment du cycle de la vie et d'autres qui sont liés à l'histoire d'une génération. Ainsi la génération des 35-44 ans serait, selon cette analyse, moins satisfaite que les autres. D'une part parce que 35-45 ans, c'est l'âge où il faut se battre pour assurer son poste et s'investir pour ses enfants ce qui peut générer un stress important mais aussi parce que les 35-44 ans d'aujourd'hui, ont ressenti de plein fouet de la crise de 1994-1995. Durant ces années, ils terminaient leurs études et devaient

s'intégrer sur le marché du travail, une période beaucoup plus compliquée que celle des baby-boomers qui eux ont connu durant cette même période de leur vie le plein emploi.

Dans le même temps, le secteur bancaire annonce une perte de près de 3500 postes de travail entre fin juin 2015 et fin juin 2016 et le commerce de détail poursuit son recul (2,9% en août 2016) pour ne citer que deux faits relatifs au secteur économique suisse. Dans le premier cas, l'Association suisse des banquiers annonce que ce n'est pas forcément un affaiblissement de la place financière suisse mais le résultat de la mutation structurelle du secteur alors que dans le deuxième cas, on annonce une baisse ininterrompue depuis janvier 2015.

Ces chiffres et ces constatations confirment au lecteur averti que l'économie, l'emploi et la politique sociale sont étroitement liés. L'érosion des marges, l'abandon du taux plancher et les investissements importants dans la numérisation et la robotisation ont des conséquences importantes sur l'emploi. On voit que la Poste teste les robots destinés à terme à remplacer les facteurs et même le domaine du

santé-social générateur d'emploi et d'emplois de réinsertion avec le vieillissement de la population, n'est peut-être pas à l'abri de ce processus d'automatisation. Certains pays dont la France proche testent une nouvelle génération de robots domestiques qui, certains n'hésitent pas à l'affirmer, vont transformer dans les dix années à venir le quotidien des personnes âgées, population destinée à exploser ces prochaines années. A Genève, le rapport sur la pauvreté que le Conseil d'Etat a enfin (!) transmis au Grand-Conseil montre une évolution préoccupante de la précarité dans notre canton. Ces quelques chiffres suffisent à le comprendre. Le budget de l'aide sociale est passé avec l'asile de plus de 195 millions à plus de 330 millions (budget 2017) soit une augmentation estimée à environ 70%, ces dix dernières années. Le taux de chômage s'est établi en août à 5,5%. 12 830 chômeurs inscrits (-0,6% en un an) mais le nombre des demandeurs d'emploi augmente en revanche de 2,5% en un an. L'année dernière plus de 10 000 personnes sont sorties du chômage. Pour le premier trimestre 2016, on nous en annonce plus de 8 000. Les prestations complémentaires (AV/AI et pour les familles) ont bondi de 26% (119,4 millions) entre 2010 et le projet de budget 2017. Elles atteindront plus de 570 millions en 2017. Il est également frappant de constater que suite à la hausse annoncée des cotisations des caisses-maladie, le montant du subside est plus élevé que celui de l'aide sociale (plus de 380 millions versus plus de 330 millions). La politique cantonale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion offre un catalogue de prestations qui mériterait toutefois d'être renforcé notamment dans le cadre du plan cantonal de lutte contre le surendettement et aussi dans le cadre de la LIASI (Loi sur l'insertion et l'aide sociale individuelle) qui met l'accent sur l'insertion professionnelle mais dont la récente évaluation a relevé des failles dénoncées par le PDC dans une motion qui sera bientôt traitée par la commission des affaires sociales. Ce rapport sur la pauvreté relève des éléments préoccupants. J'en cite quelques conclusions :

- \_ Si la présente étude confirme que le travail peut être un rempart contre la pauvreté et la précarité, elle rappelle qu'un emploi même à plein temps, ne protège pas nécessairement du risque de pauvreté, et souligne que la pauvreté laborieuse est un phénomène présent à Genève, qui est vraisemblablement appelé à augmenter ces prochaines années.
- \_ L'accroissement des inégalités salariales, démontrées par plusieurs indicateurs, s'il devait se poursuivre, engendrerait une augmentation du nombre de personnes se situant en-dessous du seuil de pauvreté.
- \_ En l'absence d'un changement de cap dans les politiques salariales, l'intervention de l'Etat pour remédier à la faiblesse des revenus du travail sera appelée à augmenter, faisant dans les faits peser sur les finances publiques une insuffisance découlant de l'évolution du marché du travail.
- \_ Il est nécessaire de lutter contre le désengagement de certains employeurs dont l'insuffisance des salaires versés dans certaines branches économiques est comblée par les diverses prestations sociales délivrées par l'Etat.

Ces quelques éléments destinés à alimenter notre réflexion viennent encore renforcer notre volonté de réussir la troisième réforme des entreprises RIE III. Le PDC déploie toute son énergie pour y parvenir. Nous ne rappellerons jamais assez que les sociétés à statut représentent quelques 22 000 emplois directs et quelques 61 000 emplois indirects. La baisse d'imposition résultante pour la plupart des entreprises du canton créera un dynamisme économique générateur de nouveaux emplois qui seront déterminants pour Genève. Le PDC voit la RIE III comme une chance unique d'améliorer l'attractivité économique du canton, de maintenir la prospérité de nos entreprises et d'aider nos concitoyens à concilier leur vie professionnelle et familiale par des mesures adéquates et concrètes.

Oui, économie, emploi et politique sociale sont vraiment étroitement liés !

*Jean-Luc Forni,  
Chef de Groupe PDC au Grand Conseil*



# LE RÔLE ESSENTIEL DES PME POUR L'ÉCONOMIE DE NOTRE RÉGION

**Dans l'économie genevoise actuelle, les différentes PME ont, à mon avis, une importance capitale dans le fonctionnement du système économique.**

Actuellement à la tête de trois PME, Savoy SA à Genève avec 60 collaboratrices et collaborateurs, Huber SA à Nyon avec 30 collaboratrices et collaborateurs, et, pour finir, Savoy Engineering SA à Genève avec trois collaborateurs, je peux pleinement me rendre compte des nombreux enjeux économiques qui concernent les PME.

Commençons par parler de l'emploi: avec plus de 90 employés dans le domaine de l'électricité, sans tenir compte des apprentis, nos PME créent quelques 80 emplois et font donc vivre autant de familles.

Ces familles qui, se nourrissent et vivent à Genève et ses environs font partie intégrante de l'économie locale, participant ainsi au développement des commerces locaux.

Si l'on prend l'exemple des PME genevoises, on se rend vite compte que la plupart exercent leurs activités principalement dans le canton de Genève et, plus ponctuellement, dans d'autres cantons tels Vaud ou d'autres cantons principalement romands. A cela plusieurs raisons, la première consiste dans la difficulté de se développer et financer des infrastructures capables d'attaquer des marchés plus larges, la seconde est de maintenir une rentabilité acceptable lorsque nos employés doivent faire jusqu'à 1 à 2 heures de déplacement par jour, la troisième est que souvent il existe sur place déjà des entreprises équivalentes et concurrentielles.

A partir de là, on s'aperçoit rapidement que la solution est bien de développer un marché local en rendant nos PME plus attractives que cela soit au niveau du service, de la qualité, du prix, des équipements, etc... Dès lors, il est également évident pour le chef d'entreprise de se doter de partenaires locaux dans le but d'y retrouver le même service et la même réactivité. Dans cas, si l'on parle de la construction et en particulier du domaine électrique, on s'aperçoit bien vite que la grande majorité de nos fournisseurs sont des fabricants ou des revendeurs locaux ayant eux-mêmes leurs locaux et leurs employés basés à Genève.

Par rapport à cet aspect local qui me tient à cœur, il est évident que nos sociétés ne peuvent se contenter du seul marché local mais je suis convaincu qu'à prestations égales un entrepreneur genevois aura toujours une préférence locale. A nous tous, employeurs, employée et clients de défendre avec force cette idée.

Un autre aspect des PME genevoises est leur combat pour la défense professionnelle et les Conventions Collectives de Travail (CCT) qu'elles défendent années après années pour permettent de maintenir une paix sociale qui, malgré la crise économique, est toujours d'actualité à Genève dans le bâtiment et dans la Métallurgie du Bâtiment (MBG) dont je fais partit en tant que Président de l'Association des Installateurs Electriciens du Canton de Genève (AIEG). Nos institutions, paritairement avec les syndicats, gèrent notre

fond de prévoyance, notre retraite anticipé à 61 ans, nos CCT, les assurances pertes de gain maladies, etc... Dans ce cas vous trouverez bien des patrons de PME genevoises qui s'investissent de très nombreuses heures pour défendre leur métiers, leurs employés et leurs conditions de travail dans le but unique de maintenir la qualité de leur PME la meilleure possible car il est absolument évident qu'une PME sans un personnel motivé et respecté n'a que très peu d'avenir devant elle.

Nous ne pouvons pas parler des PME sans parler de formations professionnelles. Chaque entreprise doit sans cesse se réadapter à la situation économique et donc trouver de solutions techniques mais surtout avoir un personnel toujours à la pointe de la technique de travail, des méthodes ou des nouveaux produits qui sortent en permanence sur le marché.

A cela deux pistes :

- 1\_ **La formation continue** qui permet à nos employés de se former régulièrement par des stages et des cours la plupart du temps pris en charge par les employeurs. Cette formation continue permet de maintenir le niveau nécessaire à la qualité d'une PME et permet également l'employabilité des ces mêmes employés.
- 2\_ **La formation initiale** ou plus communément appelée apprentissage, entraîne l'obtention de 80 CFC par an dans les métiers de l'électricité sur le canton de Genève. Notre centre de formation est géré par nos associations patronales donc toujours par des patrons de PME qui poursuivent, toujours et sans relâche, le même but d'excellence dans leur entreprises respectives.

Parallèlement, les patrons de PME sont aussi très souvent impliqués dans des activités associatives ou sportives. Nous retrouvons de manière récurrente de nombreux sponsors issus des PME locales sur les terrains de football, les manifestations cyclistes ou autres. Nous les retrouvons aussi lors de manifestations culturelles mais également les patrons des PME répondent présent par leur participation actives lorsqu'il faut se mobiliser pour des causes importantes qu'elles soient politiques, écologiques ou humaines.

Toujours dans le même but qui est de défendre nos PME, donc les emplois qui s'y rattachent, de nombreux patrons de PME ont également fait le choix de s'engager en politique pour faire avancer les choses, simplifier la lourdeur administrative sans cesse plus pesante mais aussi appuyer et défendre des projets économiques d'envergures indispensables pour le canton de Genève. Les patrons engagés en politique le sont avant tout par conviction leur but étant de faire avancer l'économie et faire partager leur vision, souvent plus pragmatique, à leurs collègues.

N'oublions pas non plus que, de nombreux patrons sont devenus eux-mêmes des acteurs de l'économie genevoise en investissant dans leur propres bâtiments, en participant à des projets immobiliers qui n'auraient pour un certains nombres d'entre eux jamais vu le jour. Une fois encore le patron de PME démontre son engagement et sa capacité à s'adapter en sortant de son rôle de chef d'entreprise.

A la vue de ces nombreux exemples, on s'aperçoit que les PME et leurs patrons ont un rôle essentiel dans l'économie genevoise en permettant de : créer et maintenir de nombreux emplois, garantir un savoir-faire exemplaire, défendre les acquis sociaux et la paix sociales avec les syndicats, garantir le fond de prévoyance et une retraite anticipée, participer à la vie associative locale, s'engager pour des causes exemplaires, s'investir en politique et même devenir pour certains des investisseurs important dans la vie économique genevoise.

Tous ensemble nous devons continuer à défendre nos PME, leurs patrons qui s'engagent pour faire avancer et évoluer notre économie dans le bon sens au propre comme au figuré.

*Philippe Massonnet*  
Membre du PDC et Directeur des PME :  
SAVOY SA, Huber SA, Savoy Engineering SA



# UN ETAT SOLIDE POUR UNE ÉCONOMIE FORTE

Pour bien préparer l'exercice budgétaire 2017 et face aux multiples incertitudes du moment, nous avons mené une réflexion sur le devenir de notre canton. A la moitié de la législature, il était temps de profiter de la période estivale pour définir la stratégie de notre parti. Ainsi, nous avons multiplié les échanges avec notre ministre des finances afin d'intégrer dans notre réflexion l'évolution des besoins de notre population.

## Projet de Budget 2017

Nous observons et constatons d'une manière générale une augmentation d'élèves, une population vieillissante qui tant à se paupériser et des flux migratoires auquel nous devons aide et accueil. Dans ces circonstances, nos besoins sont toujours plus importants. De plus la population a des demandes légitimes tant pour sa sécurité et des soins de qualités. Enfin, il convient de préciser que l'ensemble des charges mécaniques de notre Etat est déjà à la hausse, uniquement avec des lois votées par le Parlement, sans parler des charges contraintes par la Confédération.

En ce qui concerne les mesures d'économie, des efforts importants sont à relever avec des baisses de subventions de 1% par année sur les quatre ans, ainsi que des restructurations dans les départements qui nous font économiser jusqu'à 350 millions. Mais malgré ces efforts, nous restons toujours en déficit.

Enfin, le Conseil d'Etat soucieux de rétablir le partenariat social avec la fonction publique propose le rétablissement de l'annuité! Le PDC estime que pour les jeunes collaborateurs cette mesure se justifie et permettra ainsi, une meilleure motivation de leurs tâches. Par ailleurs, il convient de rappeler que tout cela se produit dans un contexte de tassement des recettes fiscales et avec une contribution fédérale à la péréquation autour des 250 millions.

Ainsi, votre serviteur a soutenu l'entrée en matière de ce projet de budget 2017 et remercié notre Conseiller d'Etat Serge Dal Busco pour qui la manœuvre n'est pas simple.

## Une dette à la hauteur d'un canton riche, au service de l'économie

Avec un ménage d'Etat à 8 milliard, et des débiteurs supérieurs à 1,8 milliard, il est illusoire d'imaginer faire face à notre croissance sans fond étranger. Ainsi, notre souci doit être de bien réguler nos charges afin d'éviter tout dérapage, car un risque systémique n'est pas à exclure. Cependant, sur 10 ans, nous observons une stabilité de nos emprunts voir un léger recul. Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'un des meilleurs remèdes à notre endettement reste une croissance supérieur 2,5%. Enfin, le refinancement de nos besoins en trésorerie bénéficie également du jamais vu avec des taux d'intérêts négatif!

## L'investissement la mère des batailles

Depuis plusieurs années, notre canton investit fortement pour les générations futures. En effet, les projections pour ces quatre prochaines années, se montent à 2 milliards.

Cependant, nos charges d'amortissements ne couvrent pas nos investissements. Elles représentent en moyenne 60% des crédits nécessaires, et nous devons empruntés le 40%. Qu'il nous soit permis qu'en général, dans le privé, les fonds propres pour un investissement immobilier en 1<sup>er</sup> rang sont à 40%...

A ceci, nous ajoutons les investissements du Grand Etat et le prêt de plus de 400 millions aux organisations internationales. Jamais une collectivité publique de 400 000 habitants n'aura autant investi pour faire face à son avenir.



### Un taux de taxation sur les entreprises à réformer (RIE III)

Parallèlement au budget l'autre grand dossier politico-économique du moment est la réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III). Cette réforme a pour but de mettre un terme aux différences de traitement fiscal des bénéfices des entreprises d'origine suisse et des bénéfices des entreprises d'origine étrangères.

A Genève, le taux d'imposition ordinaire sur le bénéfice est, actuellement, de 11,6% pour les sociétés à statuts (dont font parties les multinationales suisses et étrangères) et de 24,2% pour les sociétés ordinaires.

A l'issue des travaux de la table ronde le Conseil d'Etat a proposé de fixer un nouveau taux unique d'imposition ordinaire sur le bénéfice à 13,49%. Le PDC soutient fortement le projet du Conseil d'Etat emmené par notre Conseiller d'Etat Serge Dal Busco. Ce projet placera, en effet, Genève en bonne position, tant sur le plan international qu'au niveau inter-cantonal. De plus, RIE III permettra d'instaurer une égalité de traitement entre toutes les entreprises en supprimant les statuts spéciaux. Ainsi, les entreprises locales ordinaires verront leur taux d'imposition fortement diminué (de 24,2% à environ 13,49%) et pourront donc profiter de cette manne supplémentaire pour investir et créer des emplois.

Pour les sociétés à statuts (telles que, par exemple, les multinationales) le nouveau taux unique représentera, par contre, une hausse d'impôt. Toutefois, le niveau du futur taux unifié prévu pour Genève pourra être assumé par ces sociétés et minimisera donc le risque de délocalisations et de suppressions d'emplois. Ce nouveau taux unifié d'imposition ordinaire sur le bénéfice offrira donc aux entreprises, un cadre juridique stable, transparent et largement accepté au niveau international.

### Le PDC au service d'un Etat fort et de sa prospérité

La volonté politique du Conseils d'Etat n'est pas forcément anticyclique, mais répond avant tout à des besoins réels face à l'augmentation de notre population. Dans cet esprit, il est indispensable de voter un budget et démontrer une certaine stabilité politique.

L'équilibre n'est pas dans l'épaisseur du trait mais passe par un Etat solide dans ses institutions, ses objectifs en matière de formation, de sécurité, de justice, de santé et de politique social. Ce projet qualifié de raisonnable et de mesuré par le Conseil d'Etat vise essentiellement à ramener la sérénité, renforcer notre prospérité et surtout, préparer l'avenir incertain de notre canton.

NB : les chiffres mentionnés sont indicatifs (sauf pour RIE III).

*Olivier Cerutti*  
Député, membre de la commission des finances



## BUDGET 2017 : CINQ QUESTIONS À SERGE DAL BUSCO

*Quinze jours après avoir présenté la stratégie du Conseil d'Etat sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), vous avez dévoilé le projet de budget 2017 du Conseil d'Etat.*

*La rentrée a donc été particulièrement intense. Il faut être un peu fou pour être Ministre des finances, non ?*

Serge Dal Busco: Absolument! (rires) Le caricaturiste Georges Wolinski disait que la politique était le dernier refuge des aventuriers. Il n'avait pas tort! Lorsqu'on a la charge de la fiscalité et des finances publiques et que l'on doit naviguer par gros temps, il faut avoir le cuir épais. Ces derniers mois furent donc effectivement particulièrement chargés – les prochains le seront aussi! – mais ce qui me porte, c'est la conviction de travailler pour

l'intérêt général. Tous mes efforts sont actuellement concentrés sur la réussite des grands dossiers que je pilote. La RIE III représente la mère de toutes les batailles. Environ 60 000 emplois sont en jeu, soit près du quart des emplois totaux de notre canton. Ce n'est pas une réforme des entreprises pour les entreprises. C'est une réforme qui doit servir le plus grand nombre, qui doit façonner l'avenir de notre canton et de nos enfants. Pour la réussir, il faut un climat politique apaisé, et donc un budget.

***Un budget 2017 qui s'annonce compliqué...***

SDB: La marge de manœuvre est effectivement étroite. Les belles années où les recettes supplémentaires finançaient les nouvelles dépenses sont terminées. Désormais, il y a moins d'argent

et davantage de besoins, notamment dans le domaine de la santé – en raison du vieillissement de la population – et dans le domaine social. L'explosion des coûts des primes maladies aura par exemple un impact très concret sur les finances cantonales puisque davantage de Genevois vont recourir aux subsides octroyés par le canton. Je me suis dès lors efforcé, avec mes collègues du Conseil d'Etat, de limiter au mieux l'augmentation des dépenses tout en maintenant les prestations essentielles pour la population, et notamment pour les plus vulnérables.

**C'est-à-dire ?**

SDB: En économie comme en politique, les miracles n'existent pas. Le déficit se règle d'abord par une remise en cause de la dépense. Les mesures d'efficacité et d'économie prises par le Conseil d'Etat depuis 2015 permettent déjà d'économiser chaque année plus de 300 millions. Et ceci sans nuire à la qualité des prestations délivrées par l'Etat. J'entends poursuivre sur cette voie. Il faut améliorer l'efficacité, renoncer au superflu et étudier les pistes de nouveaux revenus. Le maître mot, c'est l'équilibre. C'est une notion que nous manions plutôt bien au sein du PDC et j'essaie d'en faire de même à la tête du département des finances. C'est la clé pour trouver un apaisement social dans notre canton.

**Qu'en est-il des investissements ?**

**Depuis une décennie, le niveau des investissements est en hausse afin de rattraper le retard pris durant les décennies antérieures.**

**Vous allez maintenir cet effort en 2017 ?**

SDB: Le niveau d'endettement du canton ne nous laisse qu'une marge de manœuvre réduite, tant pour les investissements que pour le fonctionnement de l'Etat. Il faut admettre que l'on ne pourra pas faire tout ce dont on rêve. Il faut faire des choix et fixer des priorités. Cela étant, nous sommes également conscients qu'il faut préparer l'avenir et rattraper l'important retard, par exemple dans le domaine de la formation (je pense notamment à la rénovation des bâtiments scolaires), de la mobilité et de la santé. Genève va donc

maintenir ses investissements à un niveau élevé (748 millions) et les concentrer sur les infrastructures essentielles au développement de notre canton et au cadre de vie de ses habitants (CEVA, bâtiment des lits des HUG, bâtiments scolaires et universitaires, etc.). Nous allons aussi mettre l'accent sur les investissements qui permettent d'engendrer des économies largement supérieures aux montants investis. C'est le cas par exemple au sein de l'Office des bâtiments que je chapeaute. Nous avons déposé au Grand Conseil un crédit d'investissement net de 17 millions pour la période 2017-2026 dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments. Ce crédit permettra de réaliser des économies d'énergies estimées à 40 millions, d'améliorer le confort des bâtiments et de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. L'effort est donc payant, tant du point de vue environnemental qu'au plan financier.

**Le Grand Conseil avait refusé le projet de budget 2016.**

**Comment faire pour éviter cette année les blocages ?**

Il faut rétablir un dialogue constructif entre le Conseil d'Etat et le Grand Conseil: je m'y suis employé cet été en rencontrant les députés pour les rendre attentifs aux enjeux financiers et aux défis que nous devons relever ensemble. J'ai également présidé la table ronde sur RIE III qui a permis d'échanger de manière transparente avec les différents partis politiques et de rapprocher les points de vue. J'ai le sentiment que ce travail, qui n'est pas forcément visible mais qui est précieux, est en

train de payer. La consultation sur RIE III a débouché sur des idées intéressantes. Et contrairement à l'année passée, la commission des finances est entrée en matière sur le projet de budget 2017. C'est un signe encourageant. Je tiens d'ailleurs à remercier la députation démocrate-chrétienne qui joue, au sein du Grand Conseil, un rôle de modération très précieux.



## LE PDC VERSION GROUPEMENT FÉMININ

**Le groupement des femmes PDC profite de ces lignes pour présenter son action et ses motivations. Désireuses d’être plus visibles et dans une volonté de mieux se faire connaître auprès des femmes intéressées par l’action citoyenne et par le monde politique, les membres de son comité ont choisi de sortir du bois.**

Plusieurs questions surgissent alors: pourquoi différencier l’action des femmes de celles des autres militants, en quoi les femmes se sentent-elles porteuses de projets qui ne pourraient s’intégrer dans une réflexion globale, au sein du parti, et notamment lors des différentes réunions déjà fort nombreuses, un groupement DC féminin a-t-il réellement sa place en 2016 ?

Lors de périodes mouvementées de l’histoire, souvent les femmes se sont unies et ont pu ainsi démontrer leurs compétences. Si la femme est particulièrement présente dans tout le cycle de la vie, elle a toutefois été particulièrement défavorisée et doit encore se battre pour maintenir ses acquis et poursuivre ses interventions dans la voie de l’égalité. Faut-il le rappeler, c’est en 1971 que la

femme suisse a acquis le droit de voter sur le plan fédéral, alors que les Genevoises pouvaient voter sur le plan cantonal depuis 1960. Nous sommes bien loin des «suffragettes» du début du XX<sup>e</sup> siècle! Un peu d’histoire ne faisant pas de tort, rappelons aussi que la formation était peu favorisée à Genève pour les filles jusque dans les années 70. Le mari contresignait le contrat d’engagement de son épouse qui ne pouvait d’ailleurs envisager un investissement ou un emprunt sans l’accord écrit de son mari.

Que de chemin parcouru, grâce à l’implication de femmes déterminées.

Aujourd’hui, il nous semble important de porter des sujets en lien avec la famille, cette famille qui évolue

et qui prend plusieurs formes. Les femmes DC soutiennent la réflexion dans le cadre de la famille au sens large.

Attentives aux questions familiales, et notamment à l'enfant qui crée la famille, les femmes DC ont souhaité aborder la question de la séparation et du devenir de l'enfant, de ses droits, de son bien-être, lors de cette période perturbée pour tous les membres de la famille concernée.

Ainsi, nous avons accueilli Me Anne Reiser à l'issue de notre Assemblée générale du 5 avril dernier, à laquelle les messieurs, intéressés par la conférence, étaient conviés. Auteure de l'ouvrage «Au nom de l'enfant... Se séparer sans se déchirer», Anne Reiser est également fondatrice de l'association Ichoba, chargée de réguler des conflits familiaux tout en respectant les valeurs communes aux uns et aux autres et plus particulièrement en travaillant sur des tentatives de conciliation concernant les enfants, dans le but de le protéger. Passionnant !

C'est dans cette dynamique que le groupement féminin désire s'ouvrir encore plus aux :

- \_ Rencontres et discussions
- \_ Conférences et invités
- \_ Réflexion et actions

Présentes en nombre aux diverses rencontres suisses, les Genevoises DC sont reconnues et écoutées, au niveau du Comité des Femmes PDC Suisse. Actives au comité directeur et au sein de groupes de travail, elles ont participé et suivi les réflexions sur les familles d'aujourd'hui en lien avec le groupe de travail du PDC cantonal sur la thématique «La famille en 2016, qui est-elle ?»

De personnalités variées, aux parcours parfois étonnants, elles aiment aussi se retrouver lors de soirée de réseautage ou autour d'une table, en toute convivialité.

Ainsi, le groupement féminin s'adresse ici aux femmes souhaitant s'investir dans une réflexion cantonale sur des sujets variés, aux femmes impliquées ou à celles désireuses de se lancer en politique. Le groupement est aussi un relai pour comprendre les mécanismes politiques parfois ardues lorsque l'on débute, et cela en toute amitié. Il est aussi présent

pour rappeler le rôle primordial de la femme en politique en l'encourageant. A l'heure où le nombre de femmes élues dans notre canton régresse, il est temps de penser aussi à la relève.

### **Nos rencontres, le mardi à 18H15 au siège du parti :**

- \_ Comité du Groupement féminin (ouvert à toutes et non seulement au comité et aux élues)
- \_ Le 11 octobre passé nous avons eu la Conférence de Madame Geneviève J. Bauhofer, personne visionnaire et pragmatique qui croit en la capacité mobilisatrice de tout un chacun. Personne de terrain et de communication privilégiant les approches collaboratives transversales et l'écoute.
- \_ Le 6 décembre : Alain de Karbermatten nous présentera son projet de «Maison pour papas»
- \_ Enfin le 10 janvier nous organisons une discussion sur les modalités actuelles du divorce avec nos avocats PDC, Alia Chaker Mangeat et Sébastien Desfayes.

Au plaisir de vous rencontrer prochainement.

*Pour toute information et communication  
du calendrier : Odette Saez, présidente*  
[saezodette@hotmail.com](mailto:saezodette@hotmail.com)  
078 649 91 48



**Venez nous trouver,  
on va vous faire  
des imprimés de qualité!**

Av. des Grandes-Communes 27 - 1213 Onex  
Tél. 022 771 23 23 - Fax 022 771 41 12  
E-mail: [imp.ripari@bluewin.ch](mailto:imp.ripari@bluewin.ch)

**BOSSON**  
CHAMPAGNE SA

Ch. de la Marbrerie 6  
CH - 1227 Carouge  
Tél: 022.343.89.50  
Fax: 022.343.14.41  
Mail: [info@bosson.ch](mailto:info@bosson.ch)  
Web: [www.bosson.ch](http://www.bosson.ch)

**SE CHAUFFER AU MAZOUT**  
LA BONNE RÉGION

**La chaleur  
sous toutes ses formes**

Mazout, diesel, carburants,  
station service 24/24, charbon,  
bois de cheminée, charbon de bois,  
gaz, location de grills/broches,  
révision de citernes.

**BOCCARD PARCS et JARDINS SA**

**Une force de la nature.**

Route de la Croix-en Champagne 6 - La Petite-Grave - 1236 Cartigny  
Tél. 022 798 43 43 - Fax 022 791 05 52

**Barthélémy Roch**  
Gestion immobilière  
Fiduciaire

**Barthélémy Roch**

26, route de Pré-Marais  
1233 Bernex  
Tél. 022 850 00 15  
Fax 022 850 00 15  
[roch.barthelemy@bluewin.ch](mailto:roch.barthelemy@bluewin.ch)



**Edouard BRUN & Cie S.A.**  
Agence immobilière

La dimension humaine

Rue Sillem 6 - CH-1211 Genève 6 - Tél. 022 718 19 60 - [www.regiebrun.ch](http://www.regiebrun.ch)

Le bonheur d'une naissance

Clinique des Grangettes  
Genève